

- les personnes avec une inaptitude au travail définitive d'au moins 33 p.c.;
- les personnes qui satisfont aux conditions médicales pour bénéficier d'une allocation de remplacement de revenu ou d'une allocation d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées;
- les personnes qui sont ou étaient occupées comme travailleurs du groupe cible chez un employeur qui tombe dans le champ d'application de la Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux;
- la personne handicapée qui ouvre le droit aux allocations familiales majorées sur la base d'une incapacité physique ou mentale de 66 p.c. au moins;
- les personnes qui sont en possession d'une attestation délivrée par la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale pour l'octroi des avantages sociaux et fiscaux;
- la personne bénéficiant d'une indemnité d'invalidité ou d'une indemnité pour accident du travail ou maladie professionnelle dans le cadre de programmes de reprise du travail.

Art. 4. Le conseil d'administration du "Fonds paritaire en faveur des groupes à risque pour les pharmacies et les offices de tarification" élaborera les initiatives nécessaires pour l'affectation de la cotisation en application des articles 2 et 3 de la présente convention.

Art. 5. La présente convention collective de travail prolonge les dispositions de la convention collective de travail du 17 novembre 2020 (enregistrée le 17 décembre 2020 sous le numéro 162422/CO/313).

Art. 6. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2024.

Art. 7. Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvée par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 7 mai 2023.

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

- de personen met een definitieve arbeidsongeschiktheid van minstens 33 pct.;
- de personen die voldoen aan de medische voorwaarden om recht te hebben op een inkomen vervangende of een integratietegemoetkoming ingevolge de wet van 27 februari 1987 op de tegemoetkomingen aan personen met een handicap;
- de personen die als doelgroep werknemer tewerkgesteld zijn of waren bij een werkgever die valt onder het toepassingsgebied van het Paritaire Comité voor de beschutte en de sociale werkplaatsen;
- de gehandicapte die het recht op verhoogde kinderbijslag opent op basis van een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van minstens 66 pct.;
- de personen die in het bezit zijn van een attest afgeleverd door de Algemene Directie Personen met een Handicap van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid voor het verstrekken van sociale en fiscale voordelen;
- de persoon met een invaliditeitsuitkering of een uitkering voor arbeidsongevallen of beroepsziekten in het kader van programma's tot werkhervervating.

Art. 4. De raad van bestuur van het "Paritaire Fonds ten voordele van de risicogroepen voor de apotheken en tarificatiедiensten" zal de nodige initiatieven ontwikkelen om deze bijdrage te besteden zoals voorzien in de artikelen 2 en 3 van deze overeenkomst.

Art. 5. Deze collectieve arbeidsovereenkomst verlengt de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 november 2020 (geregistreerd op 17 december 2020 onder het nummer 162422/CO/313).

Art. 6. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2023 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2024.

Art. 7. Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de, door de leden goedgekeurde en door de voorzitter en de secretaris ondertekende, notulen van de vergadering.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 7 mei 2023.

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2023/31120]

23 MAI 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 décembre 1999 contenant les modalités d'exécution relatives à l'indemnisation accordée aux avocats dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne et relatif au subside pour les frais liés à l'organisation des bureaux d'aide juridique

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment l'article 508/19, § 4, inséré par la loi du 23 novembre 1998 relative à l'aide juridique et modifié par la loi du 21 décembre 2018 ;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1999 contenant les modalités d'exécution relatives à l'indemnisation accordée aux avocats dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne et relatif au subside pour les frais liés à l'organisation des bureaux d'aide juridique, modifié par les arrêtés royaux des 18 décembre 2003, 10 juin 2006, 21 juillet 2016, 9 octobre 2018 et 15 mai 2022 ;

FEDERALE OVERHEIDS Dienst JUSTITIE

[C – 2023/31120]

23 MEI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 december 1999 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de vergoeding die aan advocaten wordt toegekend in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand en inzake de subsidie voor de kosten verbonden aan de organisatie van de bureaus voor juridische bijstand

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 508/19, § 4, ingevoegd bij de wet van 23 november 1998 betreffende de juridische bijstand, gewijzigd bij de wet van 21 december 2018;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1999 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de vergoeding die aan advocaten wordt toegekend in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand en inzake de subsidie voor de kosten verbonden aan de organisatie van de bureaus voor juridische bijstand, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 december 2003, van 10 juni 2006, 21 juli 2016, 9 oktober 2018 en 15 mei 2022;

Vu l'avis n° IF2023/0254 de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 février 2023;

Vu le refus d'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 15 avril 2023 ;

Vu la délibération du Conseil des Ministres du 21 avril 2023 permettant de passer outre au refus d'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis n° 73.500/1 du Conseil d'Etat, donné le 28 avril 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence de disposer du cadre juridique pour le paiement des prestations fournies dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne pour les dossiers clôturés au cours de l'année judiciaire 2021-2022 (clôturés au plus tard le 30 juin 2022) et vu que ces prestations devraient pouvoir être payés dans un délai raisonnable ;

Considérant que l'avis de la Cour des comptes dans le cadre de la proposition de loi améliorant l'accès à l'aide juridique de deuxième ligne par l'augmentation des seuils financiers d'accessibilité du 20 février 2020 (DOC 55 0175/002) n'est qu'une estimation et qu'il n'est possible d'en évaluer l'impact qu'après quelques années ; que, dès lors, cette estimation ne peut pas encore faire partie de l'enveloppe fermée pour calculer la valeur du point ;

Considérant que l'évolution de l'inflation impose une adaptation de la valeur du point et ce sur base de l'indice santé conformément à l'article 3bis de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays ;

Considérant qu'en conséquence, le calcul du point ne peut se faire selon les règles usuelles ;

Sur la proposition du Ministre de la Justice et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté royal du 20 décembre 1999 contenant les modalités d'exécution relatives à l'indemnisation accordée aux avocats dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne et relative au subside pour les frais liés à l'organisation des bureaux d'aide juridique, modifié par les arrêtés royaux des 21 juillet 2016, 9 octobre 2018 et 15 mai 2022, le 3^o, alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation au deuxième alinéa, la valeur du point pour le paiement des prestations effectuées dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne pour l'année judiciaire 2021-2022 est fixée à 90,36 euros. »

Art. 2. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 mai 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE, MINISTÈRE DE LA DEFENSE, SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR ET SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2023/31119]

24 MAI 2023. — Arrêté royal relatif à la remise à la République Islamique d'Iran du nommé Assaddollah Assadi

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 167, § 1 de la Constitution ;

Vu la menace grave, imminente et continue pour la sûreté nationale de la Belgique, à laquelle une réponse urgente doit être apportée ;

Vu Nos pouvoirs constitutionnels;

Considérant que le présent arrêté n'est pas de nature réglementaire comme exigé par l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ;

Gelet op het advies nr. IF2023/0254 van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 februari 2023;

Gelet op de weigering van akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, dd. 15 april 2023;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 21 april 2023 waarbij wordt voorbijgegaan aan de niet-akkoordbevinding van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies nr. 73.500/1 van de Raad van State, gegeven op 28 april 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de spoedeisendheid van het juridisch kader voor de uitbetaling van de prestaties geleverd binnen de juridische tweedelijnsbijstand voor dossiers afgesloten tijdens het gerechtelijk jaar 2021-2022 (afgesloten ten laatste op 30 juni 2022) en gelet dat deze prestaties moeten binnen een redelijke termijn kunnen betaald worden;

Overwegende dat het advies van het Rekenhof bij het wetsvoorstel tot verbetering van de toegang tot de juridische tweedelijnsbijstand door de ter zake geldende inkomenmaxima te verhogen dd. 20 februari 2020 (DOC 55 0175/002) slechts een schatting is en dat de impact pas echt zal kunnen inschatten worden na een paar jaar; dat deze schatting dus nog geen deel kan uitmaken van de gesloten enveloppe om de waarde van het punt te berekenen;

Overwegende dat door de evolutie van de inflatie zich een aanpassing van de waarde van het punt opdringt en dit op basis van de gezondheidsindex overeenkomstig artikel 3bis van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen;

Overwegende dat derhalve de berekening van de waarde van het punt niet meer kan gebeuren volgens de gebruikelijke regels;

Op de voordracht van de Minister van Justitie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 december 1999 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de vergoeding die aan advocaten wordt toegekend in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand en inzake de subsidie voor de kosten verbonden aan de organisatie van de bureaus voor juridische bijstand, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 juli 2016, 9 oktober 2018 en 15 mei 2022 wordt 3^o, derde lid vervangen als volgt:

“In afwijking van het tweede lid wordt de waarde van het punt voor de uitbetaling van de prestaties voor het gerechtelijk jaar 2021-2022 in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand vastgelegd op 90,36 euro.”

Art. 2. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit

Gegeven te Brussel, 23 mei 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE, MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING, FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2023/31119]

24 MEI 2023. — Koninklijk besluit betreffende de overdracht aan de Islamitische Republiek Iran van de heer Assaddollah Assadi

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 167, § 1 van de Grondwet;

Gelet op de ernstige, imminente en voortdurende dreiging voor de Belgische nationale veiligheid, waaraan bij hoogdringendheid moet worden tegemoet gekomen;

Gelet op Onze grondwettelijke machten;

Overwegende dat dit besluit niet van reglementaire aard is, zoals vereist bij artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;